ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

ANNÉE 1955

TABLE SOMMAIRE ALPHABÉTIQUE

DES IMPRESSIONS

Rédigée au Service des Procès-Verbaux
et de la Distribution.

INDEX

	Pages
Abidjan (Cour d'appel d')	7
Académie nationale des sciences sociales	7
Accidents du travail	7
Accords commerciaux	7
Actes de l'état civil	7
Actes notariés	7
Aéronautique	7
Affaires sociales	7
Afrique du Nord	7
Afrique équatoriale française	7
Afrique noire française	7
Afrique occidentale française	7
Agriculture	7
Ahmed Abdallah	8
Aide financière à l'Algérie	8
Aide financière et technique au Cambodge	8
Aide technique aux Etats associés	8
Alduy	8
Algérie	9
Alimentation	9
Allocation de vieillesse	9
Allocutions	9
Amnistie	9
Anciens combattants	9
Antonini	9
Arrêté du 26 février 1952	9
Arsenal de Diégo-Suarez	9
Assemblées représentatives	9
Assemblée de l'Union française	9
Assurances mutuelles agricoles	10
Audu	10
Aviation	10
Bazé	10
Bangoura Karim	10
Begarra	11
Bernier	11
Boisdon	11
Bouda	11
Bour	11
Budgets	11
Budgets de cercle	11
Cacao	11
Cadis-notaires	11
Café	11
Caisse de soutien	11
Caisses d'assurances mutuelles agricoles	12
Cale de radoub	12
Cambodge	12
Cameroun	12
Capitaux étrangers	12
Castex	12
Cazelles	12
Centenaire	12
Centre national du commerce extérieur	12
Centres de formation professionnelle rapide	12
Chambres d'agriculture	12
Chambres de commerce	12
Charles-Cros	12
Chemins de fer coloniaux	12
Chirurgiens-dentistes	12
Chômage	12
Citoyenneté française	12
Code de la nationalité française	12
Code de la santé publique	12
Code du travail	12
Collectivités indigènes	13
Collège électoral unique	14
Comité interprofessionnel des fruits et légumes	13
Commémorations	13
Commerce	13
Commerce franco-indochinois	13
Commissions	13
Commission de coordination	14
Communauté Europe-Afrique	14
Communes de plein exercice	14
Comores	14
Comptes de l'Assemblée de l'Union française	14
Comptables publics	14
Conseils locaux	14
Conseils régionaux	14
Conseils de subdivision, de cercle, de district et de région	14
Constitution	14

	Pages
Convention franco-vietnamienne	14
Convention phyto-sanitaire	14
Coopération agricole	14
Corps expéditionnaire	14
Cornet	14
Côte française des Somalis	14
Cotonou	14
Cours d'appel	14
Croix de guerre	14
Dahomey	14
Dardelle	14
Décorations	14
Dède	14
Dédougou	14
Défense de l'Union française	14
Delmas	15
Départements d'outre-mer	15
Dépenses de l'A. U. F.	15
Deroux	15
Djibouti	15
Do Huu Thinh	15
Domaine	15
Dommages de guerre	15
Douanes	16
Droit commun	16
Droits d'expédition des actes de l'état civil	16
Dusseaulx	16
Duval	16
Echanges commerciaux	16
Ecole du service de santé militaire de Lyon	16
Ecole du service de santé de la Marine de Bordeaux	16
Education de base	16
Elections	16
Electrification	17
Eligibilité des fonctionnaires	17
Emission	17
Emploi des étrangers	17
Energie solaire	17
Enseignement	17
Etat civil	17
Etats associés	17
Ethiopie	17
Etrangers	17
Eurasiens	18
Europe-Afrique	18
Exportation des produits laitiers	18
Expositions	18
Extrême-Orient	18
Fezzan	18
F. I. D. E. S.	18
Finances	18
Fleury	19
Fonctionnaires	19
Fontanet	19
Formation professionnelle	19
Français d'Indochine	19
Fruits et légumes	20
Gervain	20
Gorse	20
Gouyon (de)	20
Grandes Chutes	20
Griaule	20
Groupes mobiles autonomes	20
Guadeloupe	20
Guinée française	20
Guiter (Jean)	20
Guyane	20
Guyard	20
Habib-Deloncle	20
Haut-Conseil de l'Union française	20
Haute-Volta	20
Hazoumé	20
Immigration	20
Indochine	20
Information	20
Instituts d'émission	21
Investissements	21
Juges de paix	21
Junillon	21
Justice	21
Kabylie	22
Kaouza	22
Lait	23
Laurin	23
Le Ber (Mlle)	23
Le Brun-Kéris	23
Lechani	23
Lefaucheux (Mme)	23
Legentilhomme	23
Léger	23
Livres de commerce	23
Loi du 4 mars 1943	23
Loste	23
Libye	23
Madagascar	23
Magistrats	23
Magistrature	23
Malroux (Mme)	23
Mangin (général)	23
Manufacture des textiles oranaise (M.T.O.)	23
Marins des D. O. M.	23
Marine marchande	23
Marquet	24
Martinique	24
Médecins	24
Mention « Mort pour la France »	24
Mines	24

	Pages
Missions d'information	24
Monnet	24
Moreau (Mme Emilienne)	24
Mutualité agricole	24
Nationalité française	24
Notaires	24
Nouvelle-Calédonie	24
Obligations convertibles en actions	24
Océanie	24
Odru	25
Officiers ingénieurs des eaux et forêts	25
Oran (Cour d'appel à)	25
Organisation administrative	25
Organisation municipale	25
Oudard	25
Pham Khac Hy	25
Pêche	25
Pialoux	25
Pensions	26
Plan	26
Polycarpe	26
Ports	26
Postes	26
Poursuites	26
Prestations familiales	26
Produits laitiers	26
Propriété foncière	26
Prospection minière	27
Protection de la santé publique	27
Publication au *J. O.*	27
Publications imprimées dans l'Union française	27
Radiodiffusion	27
Raphaël-Leygues	26
Reclassement des magistrats d'Indochine	27
Réforme de la structure de l'Union française	27
Réforme de structure de la défense nationale	27
Régime de l'émission	27
Régime foncier	27
Registres du commerce	27
Règlement	27
Rémunération des fonctionnaires	27
Relations économiques entre la France et les Etats associés	27
Retraite du combattant	27
Réunion	28
Reverbori	28
Révision constitutionnelle	28
Reyt	28
Ribéra	28
Risques professionnels	28
Rogué	28
Sages-femmes	28
Sahara	28
Salariés	28
Santé publique	28
Sarraut (Albert)	29
Schleiter	29
Schmitt	29
Schneider	29
Scrutin d'arrondissement	29
Sécurité sociale	29
Services du commerce extérieur	29
Services de la santé publique	29
Sicé	29
Sociétés	29
Sociétés d'assurances mutuelles	30
Sociétés d'économie mixte	30
Sociétés d'Etat	30
Sociétés à responsabilité limitée	30
Stage de coopération et de mutualité agricole	30
Statut des agents auxiliaires en A. E. F.	30
Statut civil	30
Statut de la magistrature	30
Statut des services administratifs de l'A. E. F.	30
Statut personnel	30
Sucre	30
Tarifs avion	30
Tchad	30
Télévision	30
Tenue des livres de commerce	30
« Territoire national »	30
Textiles	30
Théâtre	30
Theetten	30
Thonn Ouk	30
Tlemcen	30
Togo	31
Tourisme	31
Traités	31
Tran Thien Vang	31
Transcription	31
Transports	31
Travail	33
Travailleurs étrangers	33
Troisgros	33
Union française	33
Union française de radiodiffusion et télévision	33
Vérification des pouvoirs	33
Viet-Nam	33
Vote par procuration	33

TABLE SOMMAIRE ALPHABÉTIQUE

DES IMPRESSIONS

A

ABIDJAN (cour d'appel d'). — Voy. : *Justice*, VII, § 7.

ACADÉMIE NATIONALE DES SCIENCES SOCIALES. — Rapport de M. Dardelle, au nom de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer sur la demande d'avis nº 38 (année 1954) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi (A. N. 9235, 2e lég.) de M. André Hugues, député, portant création d'une académie nationale des sciences sociales, nº **130.**

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Voy. : *Travail*, I.

ACCORDS COMMERCIAUX. — Voy. : *Commerce*, § 1.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — Voy. : *Etat-civil*. § 1.

ACTES NOTARIÉS. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer et étendant au territoire des établissements français de l'Océanie les dispositions de la loi du 12 août 1902, qui modifient l'article 9 de la loi du 25 ventôse an XI et abrogent les articles 2, 3 et 4 de la loi du 21 juin 1843 sur la forme des actes notariés, nº **173.**

AÉRONAUTIQUE. — Voy. *F. I. D. E. S.*

AFFAIRES SOCIALES. — Voy. : *Santé. — Sécurité sociale. — Travail.*

AFRIQUE DU NORD. — Voy. : *Algérie. — Défense de l'Union française*, § 3.

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE. — Voy. : *Amnistie. — Conseils de subdivision. — Emission. — Fonctionnaires*, § 3, 5, 6. — *Organisation administrative*, § 1, 3. — *Santé*, IV, § 2. — *Statut de la magistrature*, § 2, 6. — *Travailleurs étrangers*, § 1.

AFRIQUE NOIRE FRANÇAISE. — Voy. : *Amnistie. — Immigration.*

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Voy. : *Amnistie. — Café. — Conseils de subdivision. — Dahomey. — Education de base. — Electrification. — Emission. — Fonctionnaires*, § 6. — *Ports*, § 1. — *Régime foncier*, § 1, 3. — *Santé*, I, IV, § 3. — *Statut de la magistrature*, § 1, 7. — *Travailleurs étrangers*, § 1.

AGRICULTURE. — Voy. aussi : *Chambres de commerce*, § 1.

I. — Assurances mutuelles agricoles.

Rapport de M. Cazelles, au nom de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, sur la proposition nº 131 (année 1954) de

MM. Rencurel, Georges Monnet, Cazelles, de Bruchard, Jean Guiter, Roulleaux-Dugage, Guyard, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le gouvernement à rendre applicable aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer la loi du 4 juillet 1900 relative à la constitution des sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles, nº **57.**

II. — Chambres d'agriculture.

Proposition, présentée par MM. Bernier, Duval, Cazelles et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, invitant le gouvernement à appliquer dans les départements d'outre-mer la législation métropolitaine en matière de chambres d'agriculture, nº **83.** — Rapport de M. Jean Guiter, nº **119.**

III. — Comité interprofessionnel des fruits et légumes.

Rapport de M. Alduy, au nom de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, sur la proposition nº 405 (année 1954) de MM. Alduy, Georges Monnet, Jean Guiter et des membres de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, conseillers de l'Union française, tendant à demander au gouvernement la création d'un comité interprofessionnel des fruits et légumes chargé de préparer les mesures nécessaires pour assurer l'équilibre entre les ressources et les besoins en fruits et légumes de la métropole et de la France d'outre-mer, et pour normaliser leur commercialisation, nº **122.** — Avis de M. Reyt, nº **123.**

IV. — Convention phyto-sanitaire.

Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi (A. N. 9545, 2e lég.) tendant à autoriser le président de la République à ratifier la convention phyto-sanitaire pour l'Afrique au sud du Sahara, signée à Londres le 29 juillet 1954 entre la France, la Belgique, le Portugal, la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord et l'Union de l'Afrique du sud, nº **25.** — Rapport de M. Georges Oudard, nº **96.** — Avis de M. Le Brun Keris, nº **109.**

V. — Coopération et mutualité agricole.

Proposition, présentée par MM. Cazelles, Le Brun Kéris, Guirandou N'Diaye, Rogier, Ya Doumbia, Saïdou Djermakoye, Diallo, invitant le gouvernement à modifier l'arrêté du 26 février 1952 pris par M. le ministre de la France d'outre-mer instituant un stage de coopération et de mutualité agricole dans la métropole, nº **9.** — Rapport de M. Cazelles, nº **58.**

VI. — Exportation.

Rapport de M. Schmitt, au nom de la commission des affaires économiques sur la demande d'avis nº 160 (année 1954) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de résolution (A. N. 8316, 2e lég.) de MM. Bénard, Secrétain et Barrier, députés, tendant à inviter le gouvernement à prendre de toute urgence les mesures qui s'imposent pour favoriser l'exportation des produits laitiers dans les territoires d'outre-mer et l'Union française et permettre ainsi de décongestionner le marché national, nº **45.** — Avis de M. Jean-Bertrand Audu, nº **99.**

AHMED ABDALLAH.

Voy. : *Chambres de commerce*, § 1.

AIDE FINANCIÈRE A L'ALGÉRIE. — Voy. : *Algérie.*

AIDE FINANCIÈRE ET TECHNIQUE AU CAMBODGE. — Voy. : *Ports*, § 2.

AIDE TECHNIQUE... AUX ÉTATS ASSOCIÉS. — Voy. : *Commerce*, § 1.

ALDUY.

Voy. : *Comité interprofessionnel des fruits et légumes.*

ALGÉRIE. — Voy. aussi : *Afrique du Nord. — Allocation de vieillesse. — Amnistie. — Chômage. — Cour d'appel d'Oran. — Elections*, § 4. — *Etat civil*, § 3. — *Juges de paix algériens. — Lait. — Notaires. — Organisation municipale. — Santé*, I. — *Travailleurs étrangers*, § 2.

Rapport de M. Reverbori, au nom de la commission des affaires économiques sur la proposition nº 400 (année 1952) de MM. Piéri, Bégarra, Belabed, Chekkal Daho, Lechani, Alduy, Bidet et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le gouvernement à apporter à l'Algérie une aide financière en rapport avec la croissance de sa démographie et à prendre les mesures nécessaires susceptibles d'augmenter le potentiel économique du pays, d'y relever encore la condition humaine et de démontrer, une nouvelle fois, les bienfaits d'une collaboration confiante entre toutes les populations algériennes, nº **108.** — Avis de M. Georges Monnet, nº **155.**

ALIMENTATION. — Voy. : *Santé*, I.

ALLOCATION DE VIEILLESSE. — Proposition, présentée par MM. Troisgros, Roulleaux-Dugage, Aubert, Georges Riond, Reyt, Schleiter, de Gouyon, Loste, Dardelle et Cornet, tendant à inviter le gouvernement à étendre le bénéfice de l'allocation de vieillesse pour les personnes non salariées à certaines catégories de la population musulmane de l'Algérie, nº **210.**

ALLOCUTIONS. — Voy. : *Assemblée de l'Union française*, I.

AMNISTIE. — Rapport de M. Ribéra, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales sur : 1º la demande d'avis nº 325 (année 1954) (A. N. 9253, 2e lég.) transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer ; 2º la demande d'avis nº 202 (année 1954) (A. N. 8549, 2e lég.) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues, députés, tendant à accorder l'amnistie pour les crimes, délits et contraventions, à caractère politique, commis dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les territoires et états associés avant le 1er mai 1954 ; 3º la demande d'avis nº 273 (année 1954) (A. N. 8550, 2e lég.) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Aubame et plusieurs de ses collègues, députés, tendant à l'amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis en Afrique noire française, à Madagascar et en Algérie, nº **77.**

ANCIENS COMBATTANTS. — Proposition de résolution, présentée par M. Kaouza et les membres du groupe des républicains sociaux, tendant à inviter l'Assemblée nationale à modifier la loi nº 53-1340 du 31 décembre 1953, portant application des nouveaux taux d'émoluments et liquidation des indemnités dues aux anciens combattants et victimes de la guerre, en ce qui concerne l'article 36 relatif à la retraite du combattant, nº **40.**

ANTONINI.

Voy. : *Domaine public. — Fonctionnaires*, § 4. — *Prestations familiales*, § 1. — *Transcription.*

ARRÊTÉ DU 26 FÉVRIER 1952. — Voy. : *Coopération agricole.*

ARSENAL DE DIEGO-SUAREZ. — Voy. : *Missions d'information*, § 2.

ASSEMBLÉES REPRÉSENTATIVES. — Voy. : *Fonctionnaires*, § 6. — *Organisation administrative*, § 1.

ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE. — Voy. aussi : *Elections, Etats associés.*

I. — Allocutions.

1. Allocution prononcée par M. Do Huu Thinh, président d'âge, nº **1.**

2. Allocution prononcée par M. Albert Sarraut, président de l'Assemblée de l'Union française, n° 3.

II. — Commissions.

1. Proposition de résolution, présentée par M. Cazelles et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à créer une sous-commission d'information sur la gestion financière et économique des sociétés d'Etat et des sociétés d'économie mixte, créées en application de la loi n° 46-860 dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer (F. I. D. E. S.), n° 112.

2. Proposition de résolution, présentée par MM. Habib-Deloncle, Bazé, Oudard et les membres du groupe des républicains sociaux et apparentés, tendant à instituer une commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine, n° 52.

III. — Dépenses de l'A. U. F.

Rapport de M. Cazelles, président de la commission de comptabilité, au nom de la commission de comptabilité sur la proposition de résolution portant règlement des comptes de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1953, n° 84.

IV. — Poursuites.

1. Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° 53.

2. Rapport de M. Odru, au nom de la commission d'instruction sur une demande en autorisation de poursuites n° 225 (année 1954) contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° 89.

3. Rapport de M. Guyard, au nom de la commission d'instruction sur une demande en autorisation de poursuites n° 368 (année 1954) contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, n° 90.

V. — Vérification des pouvoirs.

1. Rapport de M. Guyard, au nom du deuxième bureau sur la vérification des pouvoirs de M. André Parinaud, élu par l'Assemblée nationale, n° 73.

2. Rapport de M. Hazoumé, au nom du troisième bureau sur la vérification des pouvoirs de M. Bangoura Karim, élu par l'assemblée territoriale de la Guinée française, n° 74.

3. Rapport de M. Delmas, au nom du quatrième bureau sur la vérification des pouvoirs de M. Eschenbrenner, élu par le conseil général de la Nouvelle-Calédonie, n° 79.

4. Rapport de M. Rogué, au nom du quatrième bureau sur la désignation de conseillers de l'Union française par l'Etat associé du Viet-Nam, n° 80.

5. Rapport de Mme Malroux, au nom du deuxième bureau sur la vérification des pouvoirs de M. Jean Courtois, élu par l'Assemblée nationale, n° 160.

VI. — Règlement.

Proposition de résolution, présentée par M. Alfred Bour, tendant à modifier l'article 12 du règlement de l'Assemblée de l'Union française, n° 397 (année 1954).

Cette proposition de résolution a été retirée à la séance du 1er février 1955.

ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES. — Voy. : *Agriculture*, I.

AUDU.

Voy. : *Exportation. — Ports*, § 1.

AVIATION. — Voy. : *Plan.*

B

BAZÉ.

Voy. : *Français d'Indochine.*

BANGOURA KARIM

Voy. : *Electrification.*

BEGARRA

Voy. : *Chômage. — Code du travail. — Cour d'appel d'Oran. — Prestations familiales*, § 1, 2.

BERNIER.

Voy. : *Fonctionnaires.* § 1. — *Prestations familiales*, § 1, 2. — *Chambres d'agriculture.*

BOISDON.

Voy. : *Citoyenneté française. — Juges de paix algériens. — Magistrats d'Indochine. — Nationalité française. — Notaires. — Statut de la magistrature.*

BOUDA.

Voy. : *Justice de paix.*

BOUR.

Voy. : *Révision constitutionnelle.*

BUDGETS. — Voy. aussi : *Dépenses de l'A. U. F.*

1. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi (A. N. 10221, 2e lég.) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la France d'outre-mer (dépenses militaires) pour l'exercice 1955, n° **81**

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi (A. N. 10221, 2e lég.) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la France d'outre-mer (dépenses militaires) pour l'exercice 1955, n° **100.** — Rapport de M. Pierre Cornet, n° **101.**

3. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi (A. N. 11048, 2e lég.) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la France d'outre-mer (dépenses militaires) pour les exercices 1955 et 1956, n° **156.**

4. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi (A. N. 11048, 2e lég.) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la France d'outre-mer (dépenses militaires) pour les exercices 1955-1956, n° **161.** — Rapport de M. Pierre Cornet, n° **166.** — Avis de M. Fontanet, n° **168.**

5. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi (A. N. 11050, 2e lég.) relatif au développement des crédits affectés au ministère de la défense nationale et des forces armées pour les exercices 1955 et 1956, n° **159.**

6. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi (A. N. 11050, 2e lég.) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la pour les défense nationale et des forces armées exercices 1955 et 1956, n° **170.** — Rapport de M. Pierre Cornet, n° **177.** — Avis de M. Fontanet, n° **186.** — Avis de M. Habib-Deloncle, n° **207.**

BUDGETS DE CERCLE. — Voy. : *Conseils de subdivision.*

C

CACAO. — Voy. : *Caisse de soutien.*

CADIS-NOTAIRES. — Voy. : *Notaires.*

CAFÉ. — Voy. : *Caisse de soutien.*

CAISSE DE SOUTIEN. — Rapport de M. Georges Monnet, au nom de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, sur la proposition n° 331 (année 1951) de M. Cazelles et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le gouvernement à créer une caisse de soutien du café et du cacao en Afrique

occidentale française, n° 195. — Avis de M. Delmas, n° 199. — Avis de M. Dusseaulx, n° 200.

CAISSES D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES. — Voy. : *Agriculture*, I.

CALE DE RADOUB A DJIBOUTI. — Voy. : *Ports*, § 3.

CAMBODGE. — Voy. : *Commerce*, I. — *Etats associés.* — *Ports*, § 2.

CAMEROUN. — Voy. : *Elections*, § 2. — *Emission.* — *Fonctionnaires*, § 6. — *Livres de commerce.* — *Nationalité française.* — *Registre du commerce.* — *Santé*, I, III, § 2, 3. — *Sociétés*, § 1, 2. — *Statut de la magistrature*, § 4, 9.

CAPITAUX ÉTRANGERS. — Voy. : *Finances*, III.

CASTEX.

Voy. : *F. I. D. E. S.*

CAZELLES.

Voy. : *Assurances mutuelles agricoles.* — *Commissions.* — *Coopération agricole.* — *Conseils de subdivision et de cercle.* — *Dépenses de l'Assemblée de l'Union française.*

CENTENAIRE. — Voy. : *Commémoration*, § 1.

CENTRE NATIONAL DU COMMERCE EXTÉRIEUR. — Voy. : *Commerce*, § 3.

CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE RAPIDE. — Voy. : *Enseignement.*

CHAMBRES D'AGRICULTURE. — Voy. : *Agriculture.*

CHAMBRES DE COMMERCE. — Voy. aussi : *Agriculture.*

1. Proposition, présentée par M. Ahmed Abdallah, tendant à inviter le gouvernement à prendre les dispositions nécessaires en vue de créer dans le territoire des Comores quatre chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture, ayant leur siège au chef-lieu de subdivision de chaque île et groupées en une fédération des chambres de commerce des Comores, n° 51.

Cette proposition a été retirée à la séance du 17 mars 1955.

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant le décret n° 53-33 du 28 janvier 1953, portant organisation de la chambre de commerce et d'industrie des Etablissements français de l'Océanie, n° 48.

CHARLES-CROS.

Voy. : *Elections*, § 1.

CHEMINS DE FER COLONIAUX. — Voy. : *Transports.*

CHIRURGIENS-DENTISTES. — Voy. : *Santé*, III, § 2, 3.

CHOMAGE. — Voy. : *Travail*, II.

CITOYENNETÉ FRANÇAISE. — Rapport de M. Boisdon, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales sur la demande d'avis n° 172, (année 1954) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi (A. N. 8365, 2e lég.) relatif à l'accession de certains citoyens français de statut civil particulier au statut civil de droit commun, n° 20.

CODE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE. — Voy. : *Nationalité française.*

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE. — Voy. : *Santé, II.*

CODE DU TRAVAIL. — Voy. : *Travail*, III.

COLLECTIVITÉS INDIGÈNES. — Voy. : *Organisation administrative*, § 1.

COLLÈGE ÉLECTORAL UNIQUE. — Voy. : *Elections*, § 2. — *Organisation municipale.*

COMITÉ INTERPROFESSIONNEL DES FRUITS ET LÉGUMES. — Voy. : *Agriculture*, III.

COMMÉMORATIONS. — Voy. aussi : *Défense de l'Union française*, § 3. — *Expositions*, § 2.

1. Proposition, présentée par M. Reyt et les membres du groupe du centre républicain d'action paysanne et sociale, tendant à inviter le gouvernement à s'associer au proche centenaire de la formation du premier bataillon de tirailleurs sénégalais, à l'occasion de la réédification à Paris du monument, détruit par les Allemands en 1940, du général Mangin, créateur de l'armée noire, n° 92. — Rapport de M. Reyt, n° 118.

COMMERCE.

1. Rapport supplémentaire de M. Theetten, au nom de la commission des affaires économiques sur : 1° la proposition n° 73 (année 1954) de M. J. Périer et des membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines, conseillers de l'Union française, tendant à attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité d'améliorer les relations économiques entre la France et les Etats associés ; 2° la proposition n° 146 (année 1954) de M. Paul Theetten, conseiller de l'Union française, tendant à inviter le gouvernement à prendre en considération les vues équitables que lui ont présentées les représentants du commerce franco-indochinois pour prévoir la protection raisonnable qui est nécessaire au maintien de leurs activités et les Français d'Indochine pour la sauvegarde des investissements français dans ce pays ; 3° la proposition n° 313, (année 1954) de M. Vignes, conseiller de l'Union française, au nom de l'intercommission chargée d'étudier les raisons, les conditions et les effets de la dévaluation de la piastre indochinoise, tendant à inviter le gouvernement à prévoir une consultation permanente des Etats associés sur les accords commerciaux dont la France envisagerait la conclusion avec les pays étrangers ; 4° la proposition n° 316 (année 1954) de M. Pierre Cornet, conseiller de l'Union française, au nom de l'intercommission chargée d'étudier les raisons, les conditions et les effets de la dévaluation de la piastre indochinoise, tendant à inviter le haut-conseil à construire à l'intérieur de l'Union française un système équitable d'échanges commerciaux ; 5° la proposition n° 319 (année 1954) de M. Roger Dusseaulx, conseiller de l'Union française, au nom de l'intercommission chargée d'étudier les raisons, les conditions et les effets de la dévaluation de la piastre indochinoise, tendant à inviter le gouvernement de la République française à répondre à toutes demandes d'aide technique, économique et sociale formulées par les Etats associés d'Indochine, n° 18.

2. Rapport de M. Troisgros, au nom de la commission des affaires économiques sur la demande d'avis n° 367 (année 1954) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi (A. N. 8877, 2e lég.) de M. Ramonet et plusieurs de ses collègues, députés, tendant à la réorganisation des services du commerce extérieur, n° 72.

3. Proposition de résolution, présentée par M. Georges Monnet et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines, tendant à demander à l'Assemblée nationale de voter une loi portant extension des attributions du centre national du commerce extérieur aux départements, territoires d'outre-mer et territoires associés de l'Union française, n° 67.

COMMERCE FRANCO-INDOCHINOIS. — Voy. : *Commerce*, § 1.

COMMISSIONS. — Voy. : *Assemblée de l'Union française*, II.

COMMISSION DE COORDINATION DES PROBLÈMES D'INDOCHINE. — Voy. : *Etats associés. — Commissions*, § 2.

COMMUNAUTÉ EUROPE-AFRIQUE. — Voy. : *Traités*, § 2.

COMMUNES DE PLEIN EXERCICE. — Voy. : *Organisation municipale.*

COMORES. — Voy. : *Chambres de commerce*, § 1. — *Fonctionnaires*, § 6. — *Registre du commerce. — Statut de la magistrature*, § 3.

COMPTES DE L'A. U. F. — Voy. : *Assemblée de l'Union française*, III.

COMPTABLES PUBLICS. — Voy. : *Finances*, I.

CONSEILS LOCAUX. — Voy. : *Conseils de subdivision.*

CONSEILS RÉGIONAUX. — Voy. : *Conseils de subdivision.*

CONSEILS DE SUBDIVISION, DE CERCLE, DE DISTRICT ET DE RÉGION. — Voy. : *Organisation administrative*, § 1.

CONSTITUTION. — Voy. : *Révision constitutionnelle.*

CONVENTION FRANCO-VIETNAMIENNE. — Voy. : *Traités*, § 3.

CONVENTION PHYTO-SANITAIRE. — Voy. : *Agriculture*, IV.

COOPÉRATION AGRICOLE. — Voy. : *Agriculture*, V.

CORPS EXPÉDITIONNAIRE. — Voy. : *Défense de l'Union française*, § 8.

CORNET.

Voy. : *Budgets*, § 2, 4, 6. — *Défense de l'Union française*, § 2. — *Dommages de guerre. — Justice*, IV.

COTE FRANÇAISE DES SOMALIS. — Voy. : *Conseils de subdivision. — Missions d'information*, § 2. — *Pêche. — Ports*, § 3. — *Tourisme.*

COTONOU. — Voy. : *Cour d'appel d'Abidjan.*

COURS D'APPEL. — Voy. : *Abidjan. — Oran.*

CROIX DE GUERRE. — Voy. : *Décorations.*

D

DAHOMEY. — Voy. : *Ports*, § 1.

DARDELLE.

Voy. : *Académie nationale des sciences sociales. — Sahara*, § 2.

DÉCORATIONS. — Proposition, présentée par M. Jean Guiter, tendant à inviter le gouvernement à conférer la croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs aux drapeaux de l'école du service de santé militaire de Lyon et de l'école principale du service de santé de la marine de Bordeaux, nº 8. — Rapport de M. Raphaël-Leygues, nº 59.

DÈDE.

Voy. : *Chemins de fer coloniaux.*

DÉDOUGOU. — Voy. : *Justice de paix.*

DÉFENSE DE L'UNION FRANÇAISE. — Voy. aussi : *Budgets. — Commémorations. — Missions d'information*, § 2.

1. Proposition, présentée par MM. Legentilhomme, Fontanet, Antonini, Max André, Avinin, Ahidjo, Benamor, Bentounès, Hamroun, Morel, Ribéra, Michalet, Burkhardt, tendant à inviter le gouvernement à s'opposer à une révision des plans de défense de la zone Europe-Méditerranée dans le sens préconisé par

les partisans de la stratégie périphérique, n° **137** (année 1954).

Cette proposition a été retirée à la séance du 1er *mars* 1955.

2. Rapport de M. Legentilhomme, au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la proposition n° 372 (année 1954) de M. de Gouyon, conseiller de l'Union française, président de la commission de la défense de l'Union française, au nom de cette commission, tendant à inviter le gouvernement de la République française à faire connaître ses projets relatifs à la conception et à l'organisation de la défense de l'outre-mer dans le cadre des réformes de structure de la défense nationale envisagées, n° **11.** — Avis de M. Pierre Cornet, n° **38.**

3. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi (A. N. 9678, 2e lég.) de M. André Mutter, député, tendant à faire reconnaître la mention « mort pour la France » aux Français tombés en service commandé en Afrique du Nord, n° **26.** — Rapport de M. Jean Guiter, n° **56.**

4. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi (A. N. 10808, 2e lég.) portant organisation générale des forces armées, n° **136.**

Cette demande d'avis a été retirée à la séance du 21 *juin* 1955.

5. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi portant organisation générale de la défense nationale, n° **137.**

Cette demande d'avis a été retirée à la séance du 21 *juin* 1955.

6. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi portant organisation générale de la défense nationale et des forces armées, n° **141.** — Rapport de M. de Gouyon, n° **149.**

7. Proposition, présentée par MM. de Gouyon, Laurent-Eynac, Legentilhomme, Max André, tendant à attirer l'attention du gouvernement sur la nécessité d'inclure dans tout projet de loi portant organisation de la défense nationale et des forces armées des dispositions permettant d'assurer efficacement la défense de l'outre-mer, n° **157.** — Rapport de M. Legentilhomme, n° **169.**

8. Proposition, présentée par MM. Schleiter, de Gouyon, Reyt, Laurent-Eynac et Mme Emilienne Moreau, tendant à inviter le gouvernement à prendre toutes mesures propres à hâter les opérations d'identification et de rapatriement des restes des membres du corps expéditionnaire français tombés ou décédés en Indochine, n° **204.**

DELMAS.

Voy. : *Café. — Emission*, § 1. — *Vérification des pouvoirs*, § 3.

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voy. : *Algérie. — Amnistie. — Chambres d'agriculture. — Commerce*, § 3. — *Elections*, § 3, 4. — *Fonctionnaires*, § 1. — *Capitaux étrangers. — Prestations familiales. — Travailleurs étrangers*, § 2.

DÉPENSES DE L'A. U. F. — Voy. : *A. U F.*, III.

DEROUX.

Voy. : *Travailleurs étrangers*, § 1. — *Ports*, § 1.

DJIBOUTI. — Voy. : *Missions d'information*, § 2. — *Ports*, § 3.

DO HUU THINH.

Voy. : *Allocutions*, § 1.

DOMAINE. — Voy. : *Régime foncier.*

DOMMAGES DE GUERRE. — Rapport de M. Pierre Cornet, au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition n° 314 (année 1954) de M. Pierre Cornet, conseiller de l'Union française, au nom de l'intercommission chargée d'étudier les raisons, les conditions et les effets de la dévaluation de la piastre indochinoise, tendant à inviter le

gouvernement à compléter les mesures propres à assurer le règlement des dommages de guerre en Indochine, n° 44.

DOUANES. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi (A. N. 10696, 2e lég.) tendant à ratifier certains textes intervenus en matière douanière en 1954 concernant les territoires d'outre-mer (décrets, délibérations des assemblées locales), n° 150. — Rapport de M. Pham Khac Hy, n° 193.

DROIT COMMUN. — Voy. : *Statut civil.*

DROITS D'EXPÉDITION DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — Voy. : *Etat civil*, § 1.

DUSSEAULX.

Voy. : *Café.*

DUVAL.

Voy. : *Sucre.*

E

ÉCHANGES COMMERCIAUX. — Voy. : *Commerce.*

ÉCOLE DU SERVICE DE SANTÉ MILITAIRE DE LYON. — Voy. : *Croix de guerre.*

ÉCOLE DU SERVICE DE SANTÉ DE LA MARINE DE BORDEAUX. — Voy. : *Croix de guerre.*

ÉDUCATION DE BASE. — Voy. : *Missions d'information*, § 1.

ÉLECTIONS. — Voy. aussi : *Organisation municipale.*

1. Rapport de M. Charles-Cros, au nom de la commission de politique générale sur la proposition n° 296 (année 1953) de MM. Omer Sarraut, Périer, Raphaël-Leygues, Pialoux et Troisgros, conseillers de l'Union française, tendant à demander au gouvernement de compléter le décret n° 47-1756 du 6 septembre 1947 en vue d'autoriser le vote par procuration pour les élections à l'Assemblée de l'Union française, n° 129.

2. Rapport de Mme Lefaucheux, au nom de la commission de politique générale sur la demande d'avis n° 49 (année 1954) (A. N. 7625, 2e lég.) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Douala Manga Bell, député, tendant à instituer au Cameroun, territoire sous tutelle française, un collège électoral unique englobant les citoyens de l'Union française de tous les statuts pour toutes les élections : législatives, territoriales et municipales, n° 78.

3. Rapport de M. Legentilhomme, au nom de la commission de politique générale sur la demande d'avis n° 371 (année 1954) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi (A. N. 9186, 2e lég.) de M. Oopa Pouvanaa, député, relative aux conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer et dans les départements et les arrondissements métropolitains et d'outre-mer, n° 41.

4. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi (A. N. 10097, 2e lég.) de M. François Bénard et plusieurs de ses collègues, députés, tendant à modifier le mode d'élection des membres de l'Assemblée nationale représentant les départements métropolitains, les départements d'Algérie et les départements d'outre-mer, n° 91.

5. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi (A. N. 10443, 2e lég.) de M. Monin, député, relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale par le scrutin uninominal majoritaire dans le cadre de l'arrondissement, n° 113.

6. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi (A. N. 10527, 2e lég.) de M. Lenormand, député, tendant à modifier et à compléter la loi nº 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, nº 114.

ÉLECTRIFICATION. — Proposition, présentée par M. Bangoura et les membres du groupe des républicains sociaux et apparentés, tendant à inviter le gouvernement à entreprendre en Guinée française un programme d'électrification des centres secondaires et ruraux par une exploitation plus rationnelle et plus complète de la ligne de transport d'énergie de la centrale hydro-électrique de Grandes Chutes, nº 94.

ÉLIGIBILITÉ DES FONCTIONNAIRES. — Voy. : *Elections*, § 3.

ÉMISSION (Régime de l'). — Voy. : *Finances*, III.

EMPLOI DES ÉTRANGERS. — Voy. : *Travailleurs étrangers.*

ÉNERGIE SOLAIRE. — Voy. : *Sahara*, § 1.

ENSEIGNEMENT. — Voy. aussi : *Education de base.* — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant le décret du 27 décembre 1952 portant création des centres de formation professionnelle rapide, nº 6. — Rapport de Mlle Le Ber, nº 133.

ÉTAT CIVIL. — Voy. aussi : *Nationalité française.*

1. Rapport de M. Pialoux, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales sur la demande d'avis nº 331 (année 1954) transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, fixant les tarifs des droits d'expédition des actes de l'état civil en Nouvelle-Calédonie et dépendances, nº 32.

2. Proposition, présentée par M. Georges Monnet et les membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines, tendant à demander au gouvernement d'unifier, dans l'ensemble des territoires d'outre-mer, les règles relatives à l'état civil autochtone, nº 152.

3. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. René Pleven, député, tendant à compléter les actes d'état civil par l'indication du statut civil des individus, ainsi qu'à généraliser et réorganiser l'état civil en Algérie, dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle et à y supprimer le régime de la pluralité des états civils, nº 190.

ÉTATS ASSOCIÉS. — Voy. aussi : *Indochine.*

Proposition de résolution, présentée par MM. Habib-Deloncle, Bazé, Oudard et les membres du groupe des républicains sociaux et apparentés, tendant à instituer une commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine, nº 52.

ÉTHIOPIE. — Voy. : *Expositions*, § 1.

ÉTRANGERS. — Voy. aussi : *Immigration.* — *Travail*, V.

Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à modifier et à compléter l'ensemble des dispositions

législatives et réglementaires relatives aux conditions d'entrée, de circulation, de séjour et d'exercice des activités professionnelles des étrangers en France métropolitaine, en Algérie et dans les départements d'outre-mer, n° **47.**

EURASIENS. — Voy. aussi : *Français d'Indochine.*

Rapport de M. Polycarpe, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales sur la proposition n° 40 (année 1954) de M. William Bazé et des membres du groupe d'union française et d'action sociale, conseillers de de l'Union française, tendant à demander au gouvernement de la République de trouver une solution au problème eurasien par l'application des mesures appropriées relevant, d'une part, de sa propre initiative et dépendant, d'autre part, d'un accord à conclure avec les Etats associés d'Indochine, n° **69.**

EUROPE-AFRIQUE. — Voy. : *Communauté ...*

EXPORTATION DES PRODUITS LAITIERS. — Voy. : *Agriculture*, VI.

EXPOSITIONS.

1. Proposition, présentée par M. Le Brun Keris, tendant à demander au gouvernement d'assurer une participation importante de la République française à l'exposition internationale d'Addis-Abeba en 1956, n° **62.** — Avis de M. Le Brun Keris, n° **125.** — Rapport de M. Gorse, n° **127.**

2. Proposition, présentée par MM. Le Brun Keris, Alfred Jacobson, Boisdon et Iba Zizen, tendant à inviter le gouvernement à célébrer en 1956 le dixième anniversaire du plan par des expositions fixe et itinérante, n° **176.**

EXTRÊME-ORIENT (Forces terrestres d'). — Voy. : *Budgets*, § 5-6.

F

FEZZAN. — Voy. : *Traités*, § 1.

F. I. D. E. S. — Voy. : *Plan. — Commissions*, § 1.

FINANCES. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi (A. N. 10432, 2e lég.) relatif à diverses dispositions d'ordre financier, — n° **102.** Rapport de M. Antonini, n° **105.** — Rapport supplémentaire de M. Antonini, n° **106.** — Avis de M. Jean Guiter, n° **107.**

I. — Comptables publics.

Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, relatif à l'application aux comptables publics, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, des dispositions modifiées et complétées du décret n° 53-714 du 9 août 1953 sur la responsabilité des comptables publics, n° **115.** — Rapport de M. Léger, n° **191.**

II. — Emission.

1. Proposition de résolution, présentée par M. Antonini, conseiller de l'Union française, président de la commission des affaires financières, au nom de cette commission, tendant à inviter l'Assemblée nationale à soumettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française les divers textes gouvernementaux réformant le régime de l'émission en A. O. F., en A. E. F., au Togo et au Cameroun au moment de leur ratification devant le parlement, n° **17.** — Rapport de M. Delmas, n° **42.**

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, les dispositions de l'article premier de la loi n° 53-148 du 25 février 1953 et celles

du décret nº 53-811 du 3 septembre 1953 relatives à l'émission d'obligations convertibles en actions, nº **50**.

III. — Investissements étrangers.

Rapport de M. Le Brun Keris, au nom de la commission des affaires économiques sur la demande d'avis nº 6 (année 1954) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi (A. N. 5727, 2e lég.) de MM. Saller et Armengaud, sénateurs, tendant à réglementer les investissements de capitaux étrangers dans la France métropolitaine, dans les départements et territoires d'outre-mer, nº **175**. — Avis de M. Fleury, nº **197**.

FLEURY.

Voy. : *Investissements étrangers.*

FONCTIONNAIRES. — Voy. aussi : *Eligibilité.*

1. Rapport de M. Bernier, au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition nº 190 (année 1954) de M. Héline et des membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le gouvernement à abroger certaines des dispositions des décrets des 22 et 31 décembre 1953, concernant le régime de rémunération des fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer et à modifier le fonctionnement de la sécurité sociale dans ces départements, nº **75**.

2. Rapport de M. Schmitt, au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition nº 354 (année 1954) de MM. Le Brun Kéris, Cazelles, Jean Guiter, Georges Monnet, Roulleaux-Dugage, conseillers de l'Union française, tendant à demander au gouvernement d'instituer certaines primes et indemnités en faveur du personnel du cadre général des officiers ingénieurs des eaux et forêts d'outre-mer, nº **180**. — *Ce document n'a pas été imprimé en 1955.*

3. Proposition, présentée par M. Laurin, invitant le gouvernement à reconsidérer la situation créée par les arrêtés fixant le statut des services administratifs de l'Afrique équtaoriale française pris en application de l'arrêté portant statut principal des cadres supérieurs et locaux dans ce groupe de territoires, nº **2**. — Rapport de M. Habib-Deloncle, nº **93**.

4. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi (A. N. 9707, 2e lég.) réglant la situation des divers fonctionnaires et agents français d'Indochine, nº **46**. — Rapport de M. Antonini, nº **178**. — Avis de M. Léger, nº **187**.

5. Proposition, présentée par MM. Laurin, Djima Doumbaye, Lhuillier, Oudard, tendant à inviter le gouvernement à améliorer la réglementation en vigueur en Afrique équatoriale française concernant le statut des agents auxiliaires, nº **188**.

6. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Ninine et plusieurs de ses collègues, députés, relative à la situation des fonctionnaires et agents publics de toute nature, membres des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique occidentale française et du Togo, d'Afrique équatoriale française et du Cameroun, de Madagascar et des Comores, nº **203**.

7. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Duveau, député, tendant à la refonte du régime des rémunérations outre-mer, nº **202**.

FONTANET.

Voy. : *Budgets*, § 4, 6. — *F. I. D. E. S.*

FORMATION PROFESSIONNELLE. — Voy. : *Enseignement.*

FRANÇAIS D'INDOCHINE. — Voy. : aussi : *Commerce*, § 1. — *Eurasiens*, *Fonctionnaires*, § 4. — *Justice*, III. § 1.

Proposition, présentée par MM. Troisgros, Baudouin, Theetten, tendant à inviter le gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour assurer soit dans la métropole soit dans les territoires d'outre-mer l'existence et l'activité des Français d'Indochine (Français d'origine ou Eurasiens) désireux de quitter le territoire du Viet-Nam, nº 174. — Rapport de M. Bazé, nº 174.

FRUITS ET LÉGUMES. — Voy. : *Comité interprofessionel des...*

G

GERVAIN.

Voy. : *Protection de la santé publique*, § 1.

GORSE.

Voy. : *Expositions*, § 1. — *Fezzan.*

De GOUYON.

Voy. : *Défense de l'Union française*, § 6, 7. — *Missions d'information*, § 2.

GRANDES CHUTES. — Voy. : *Electrification.*

GRIAULE.

Voy. : *Santé*, V.

GROUPES MOBILES AUTONOMES, Voy. : *Missions d'information*, § 2.

GUADELOUPE. — Voy. : *Prestations familiales.*

GUINÉE FRANÇAISE. — Voy. : *Electrification. — Vérification des pouvoirs*, § 2.

GUITER (Jean).

Voy. : *Chambres d'agriculture. — Décorations. — Défense de l'Union française*, § 3. — *Finances.*

GUYANE. — Voy. : *Organisation administrative*, § 2. — *Prestations familiales.*

GUYARD.

Voy. : *Vérification des pouvoirs*, § 1. — *Poursuites*, § 3.

H

HABIB-DELONCLE.

Voy. : *Budgets*, § 6. — *Etats associés. — Statut des services administratifs de l'A. E. F.*

HAUT-CONSEIL DE L'UNION FRANÇAISE. — Voy. : *Commerce*, § 1.

HAUTE-VOLTA. — Voy. : *Justice de paix.*

HAZOUMÉ.

Voy. : *Vérification des pouvoirs*, § 2.

I

IMMIGRATION. — Voy. aussi : *Etrangers.*

Proposition, présentée par M. Le Brun Keris, tendant à attirer l'attention du gouvernement sur les dangers que présente l'immigration clandestine en Afrique, notamment à Madagascar, et à l'inviter à y porter remède, nº 140.

INDOCHINE. — Voy. : *Etats associés. — Commerce*, § 1. — *Défense de l'Union française*, § 8. — *Dommages de guerre. — Eurasiens. — Fonctionnaires*, § 4. — *Français d'Indochine. — Magistrats.*

INFORMATION. : Voy. : aussi *Missions d'information.*

Rapport de M. Lucien Junillon, au nom de la commission d'information sur : 1º la proposition nº 103 (année 1954) de M. Junillon, conseiller de l'Union fran-

çaise, tendant à inviter le gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi portant organisation d'une Union française de radiodiffusion et de télévision ; 2° la proposition n° 118 (année 1954), de M. Guy, conseiller de l'Union française, au nom de la commission d'information, tendant à demander au gouvernement de prendre en considération les problèmes spéciaux posés par le financement, l'implantation et la gestion des postes de radiodiffusion et de télévision dans l'Union française.

INSTITUTS D'ÉMISSION. — Voy. : *Emission.*

INVESTISSEMENTS. — Voy. : *Commerce. — Capitaux étrangers.*

J

JUGES DE PAIX. — Voy. : *Justice*, III, § 2.

JUNILLON.

Voy. : *Information.*

JUSTICE. — Voy. aussi : *Etat civil.*

I. — Cours d'appel.

Rapport de M. Begarra, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la proposition n° 135 (année 1953) de MM. Begarra, Belabed, Chekkal Daho et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le gouvernement à créer une cour d'appel à Oran (Algérie), n° 19.

II. — Justice de paix.

Proposition, présentée par M. Bouda et les membres du groupe des indépendants d'outre-mer, tendant à inviter le gouvernement à créer à Dédougou (Haute-Volta) une justice de paix à compétence étendue, n° 191 (année 1954)

Cette proposition a été retirée à la séance du 3 mars 1955.

III. — Personnel.

1. Rapport de M. Boisdon, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la proposition n° 352 (année 1954) de M. Junillon, conseiller de l'Union française, président de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, au nom de cette commission, tendant à demander au gouvernement de reclasser les magistrats d'Indochine dans les juridictions ressortissant, soit au ministère de la France d'outre-mer, soit au ministère de la justice, et ce, proportionnellement au nombre desdites juridictions, n° 33.

2. Proposition, présentée par M. Boisdon, tendant à obtenir l'égalité de traitement entre juges de paix algériens et juges de paix métropolitains, n° 51.

IV. — Services judiciaires du ministère de la France d'outre-mer.

Rapport de M. Pierre Cornet, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales sur la proposition n° 218 (année 1954) de M. Pierre Cornet, conseiller de l'Union française, tendant à rendre autonomes les services judiciaires du ministère de la France d'outre-mer et à leur accorder des attributions législatives, n° 196.

V. — Service de la justice en Nouvelle-Calédonie.

Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant l'article 39 du décret du 7 avril 1928, portant organisation du service de la justice en Nouvelle-Calédonie, n° 162.

VI. — Statut civil de droit commun.

Rapport de M. Boisdon, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales sur la demande d'avis n° 172 (année 1954)

transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi relatif à l'accession de certains citoyens français de statut civil particulier au statut civil de droit commun, n° **20.**

VII. — Statut de la magistrature d'outre-mer.

1. Rapport de M. Boisdon, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis n° **393** (année 1954) transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique occidentale française), n° **34.**

2. Rapport de M. Boisdon, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis n° 394 (année 1954) transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique équatoriale française, n° **35.**

3. Rapport de M. Boisdon, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis n° 395 (année 1954) transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Madagascar et Comores), n° **36.**

4. Rapport de M. Boisdon, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis n° 396 (année 1954) transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Cameroun), n° **37.**

5. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Madagascar et Comores), n° **144.** — Rapport de M. Boisdon, n° **181.**

6. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique équatoriale française), n° **145.** — Rapport de M. Boisdon, n° **182.**

7. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, fixant la compétence de la chambre de la cour d'appel d'Abidjan détachée à Cotonou et portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique occidentale française), n° **146.** — Rapport de M. Boisdon, n° **183.**

8. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Togo), n° **147.** — Rapport de M. Boisdon, n° **184.**

9. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au tableau A annexé

au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Cameroun), n° 148. — Rapport de M. Boisdon, n° 185.

K

KABYLIE. — Voy. : *Notaires.*

KAOUZA.

Voy. : *Anciens combattants.*

L

LAIT. — Voy. : *Agriculture*, VI. — *Santé*, I.

LAURIN.

Voy. : *Budgets de cercle. — Statut des services administratifs de l'A. E. F.*

LE BER.

Voy. : *Formation professionnelle.*

LEBRUN-KÉRIS.

Voy. : *Convention phyto-sanitaire. — Expositions. — Immigration. — Capitaux étrangers. — Pêche. — Ports*, § 3. — *Prestations familiales*, § 1. — *Tourisme.*

LECHANI

Voy. : *Organisation municipale.*

LEFAUCHEUX (Mme).

Voy. : *Collège électoral unique.*

LEGENTILHOMME.

Voy. : *Défense de l'Union française*, § 1, 2, 7. — *Eligibilité des fonctionnaires.*

LÉGER.

Voy. : *Comptables publics. — Fonctionnaires*, § 4. — *Postes.*

LIVRES DE COMMERCE. — Rapport de M. Loste, au nom de la commission des affaires économiques sur la demande d'avis n° 350 (année 1954) transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, les dispositions du décret n° 53-875 du 22 septembre 1953 relatif à la tenue des livres de commerce, n° 14.

LOI DU 4 MARS 1943. — Voy. : *Sociétés*, § 1.

LOSTE.

Voy. : *Café.*

LYBIE. — Voy. : *Traités*, § 1.

M

MADAGASCAR. — Voy. : *Amnistie. — Conseils de subdivision. — Fonctionnaires*, § 6. — *Immigration. — Missions d'information*, § 2. — *Régime foncier*, § 2. — *Registre du commerce. — Santé*, III, § 1. — *Statut de la magistrature*, § 3, 5.

MAGISTRATS. — Voy. : *Justice*, III, § 1.

MAGISTRATURE. — Voy. : *Justice*, VII.

MALROUX (Mme).

Voy. : *Education de base. — Alimentation. — Théâtre. — Vérification de pouvoirs*, § 5.

MANGIN (général). — Voy. : *Commémorations.*

MANUFACTURE DES TEXTILES ORANAISE (M. T. O.). — Voy. : *Chômage.*

MARINS DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voy. : *Prestations familiales*, § 2.

MARINE MARCHANDE. — Proposition, présentée par M. Reyt et les membres du groupe du centre républicain d'action paysanne et sociale, tendant à inviter le gouvernement à permettre à la marine marchande de jouer pleinement son rôle de liaison entre la métropole et la France d'outre-mer, n° **103.**

MARQUET.

Voy. : *Sahara*, § 1.

MARTINIQUE. — Voy. : *Prestations familiales.*

MÉDECINS. — Voy. : *Santé*, III.

MENTION « MORT POUR LA FRANCE ». — Voy. : *Défense de l'Union française*, § 3.

MINES. — Proposition, présentée par M. Paul Theetten, tendant à inviter le gouvernement à encourager le développement de la prospection minière dans les territoires d'outre - mer, n° 142 (année 1953).

Cette proposition a été retirée à la séance du 1er *mars* 1955.

MISSIONS D'INFORMATION.

1. Rapport de Mme Malroux, au nom de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer sur la proposition de résolution n° 369 (année 1954) de M. Griaule, conseiller de l'Union française, président de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer, au nom de cette commission, tendant à la désignation par l'Assemblée de l'Union française d'une mission d'information chargée d'étudier le fonctionnement et les résultats des expériences d'éducation de base en Afrique occidentale française, n° **15.**

2. Rapport d'information de M. de Gouyon, au nom de la commission de la défense de l'Union française, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission sur l'état de la défense en Côte française des Somalis, à Madagascar et au Tchad, n° **165.**

MONNET.

Voy. : *Algérie. — Café. — Centre national du commerce extérieur. — État civil*, § 2.

MOREAU (Mme Emilienne).

Voy. : *Sahara*, § 2.

MUTUALITÉ AGRICOLE. — Voy. : *Coopération agricole.*

N

NATIONALITÉ FRANÇAISE. — Rapport de M. Boisdon, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis, n° 332 (année 1954) transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, déterminant les modalités d'application du Code de la nationalité française au Togo et au Cameroun, n° **60.**

NOTAIRES. — Proposition, présentée par M. Daniel Boisdon, tendant à obtenir du gouvernement, et spécialement de M. le garde des Sceaux, qu'il invite le gouverneur général de l'Algérie à prescrire aux cadis-notaires exerçant actuellement en Kabylie l'usage de la langue française, à l'exclusion de toute autre, pour la rédaction de tous les actes de leur ministère et envisage le remplacement progressif de ces fonctionnaires par des notaires français, n° **134.** — Rapport de M. Boisdon, n° **189.**

NOUVELLE-CALÉDONIE. — Voy. : *Accidents du travail.* — *Etat civil*, § 1. — *Justice*, V. — *Santé*, II. — *Vérification des pouvoirs*, § 3.

O

OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS. — Voy. : *Finances*, II, § 2.

OCÉANIE (Etablissements français d'). — Voy. : *Actes notariés.* — *Chambres de commerce*, § 2. — *Transcription.*

ODRU

Voy. : *Poursuites*, § 2.

OFFICIERS INGÉNIEURS DES EAUX ET FORÊTS. — Voy. : *Fonctionnaires*, § 2.

ORAN (Cour d'appel à). — Voy. : *Justice*, I.

ORGANISATION ADMINISTRATIVE.

1. Rapport supplémentaire de M. Laurin, au nom de la commission de politique générale, sur : 1° la demande d'avis n° 142 (année 1954) (A. N. 8258, 2e lég.) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi autorisant la création en Afrique occidentale française de conseils de subdivision et de cercle, en Afrique équatoriale française de conseils de district et de région, et l'institution de budgets de cercle ou de région ; 2° la proposition n° 140 (année 1951) de M. Cortinchi, conseiller del'Union française, tendant à inviter le gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue d'instituer des budgets de cercle dans les territoires d'outre-mer ; 3° la proposition de résolution n° 106 (année 1952) de MM. L. Jouiselin, Th. Thémia, P. Catrice et les membres du groupe du mouvement républicain populaire, conseiller de l'Union française, tendant à la création de conseils locaux valablement représentatifs des collectivités indigènes dans les circonscriptions administratives de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de Madagascar et de la Côte des Somalis ; 4° la proposition n° 352 (année 1952) de MM. Laurin, Lhuillier, Oudard, Foccart, Bazé, Kaouza, Troisgros et les membres du groupe du rassemblement du peuple français, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le gouvernement à instituer des conseils régionaux dans les territoires d'outre-mer, n° **167.** — Avis de M. Cazelles, n° **61.**

2. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Gaumont, député, modifiant la loi n° 51-1098 du 14 septembre 1951 portant organisation du département de la Guyane française, n° **171.**

3. Proposition, présentée par M. Laurin, invitant le gouvernement à reconsidérer la situation créée par les arrêtés fixant le statut des services administratifs de l'Afrique équatoriale française pris en application de l'arrêté portant statut principal des cadres supérieurs et locaux dans ce groupe de territoires, n° **2.** — Rapport de M. Habib-Deloncle, n° **93.**

ORGANISATION MUNICIPALE. — Proposition de résolution, présentée par M. Lechani et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à demander à l'Assemblée nationale de voter, conformément à l'article 54 du statut de l'Algérie, une loi instituant des communes de plein exercice dont le conseil municipal serait élu au collège unique, n° **135.**

OUDARD.

Voy. : *Convention phyto-sanitaire.*

P

PHAM KHAC HY.

Voy. : *Douanes.*

PÊCHE. — Voy. aussi : *Prestations familiales*, § 2.

Proposition, présentée par M. Le Brun Keris, tendant à demander au gouvernement d'assurer l'étude scientifique des possibilités de la pêche maritime en Côte française des Somalis et des débouchés éventuels de cette pêche, n° **64.** — Avis de M. Tran Thien Vang, n° **151.** — Rapport de M. Le Brun Keris, n° **158.**

PIALOUX.

Voy. : *Etat civil*, § 1. — *Registre du commerce.* — *Sahara*, § 2.

PENSIONS. — Voy. : *Anciens combattants.*

PLAN. — Voy. aussi : *Electrification.* — *Commémorations.*

Proposition, présentée par MM. Castex, Charlier, Dède, Deroux, Fleury, Guillabert, Jacobson, Marquet, Repiquet, tendant à inviter le gouvernement à augmenter d'une façon importante les crédits du F. I. D. E. S. destinés à l'aéronautique des territoires d'outremer figurant dans l'annexe au projet de loi n° 8555 portant approbation du deuxième plan quadriennal, et à fixer ce crédit à 13 milliards, n° **31.** — Rapport de M. Castex, n° **76.** — Avis de M. Reyt, n° **88.** — Avis de M. Fontanet, n° **121.**

POLYCARPE.

Voy. : *Eurasiens.*

PORTS.

1. Rapport de M. Deroux, au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications, sur la proposition n° 342 (année 1953) de M. Hazoumé, conseiller de l'Union française, tendant à inviter le gouvernement à construire un port en eau profonde sur la côte du Dahomey, n° **110.** — Avis de M. Jean-Bertrand Audu, n° **124.**

2. Rapport de M. Thonn Ouk, au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications, sur la proposition n° 335 (année 1954) de MM. Theetten, Bême, Périer, conseillers de l'Union française, tendant à demander au gouvernement de la République française d'aider financièrement et techniquement le gouvernement de l'Etat associé du Cambodge : 1° pour la réalisation du port maritime de Ream ; 2° pour la modernisation et l'agrandissement du port fluvial de Phnom-Penh, n° **12.** — Avis de M. Theetten, n° **23.** — Avis de M. Schmitt, n **43.**

3. Proposition, présentée par M. Le Brun Keris, tendant à demander au gouvernement d'assurer le maintien et le développement des liaisons maritimes de l'Union française par la création d'une cale de radoub à Djibouti, n° **65.**

POSTES.

1. Rapport de M. Léger, au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition n° 342 (année 1954) de M. Georges Riond et les membres du groupe des républicains indépendants et du groupe paysan d'union sociale, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le gouvernement à procéder à un aménagement des tarifs avion pour la diffusion des publications imprimées dans l'Union française, au moins en faveur des publications souscrites par abonnement ou vendues par des dépositaires à compte ferme, n° **86.**

2. Rapport de M. Léger, au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition n° 343 (année 1954) de M. Georges Riond et des membres du groupe des républicains indépendants et du groupe paysan d'union sociale, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le Haut-Conseil de l'Union

française à étudier un aménagement des tarifs avion pour la diffusion dans les Etats associés des publications imprimées dans l'Union française, au moins en faveur des publications souscrites par abonnement ou vendues par des dépositaires à compte ferme, n° **87.**

POURSUITES. — Voy. : *Assemblée de l'Union française*, IV.

PRESTATIONS FAMILIALES. — Voy. : *Allocation de vieillesse.* — *Travail*, IV.

PRODUITS LAITIERS (exportation des). — Voy. : *Agriculture*, VI.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE. — Voy. : *Régime foncier.*

PROSPECTION MINIÈRE. — Voy. : *Mines.*

PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE. — Voy. : *Santé publique*, V.

PUBLICATION AU J. O. — Voy. : *Registres du commerce.*

PUBLICATIONS IMPRIMÉES DANS L'UNION FRANÇAISE. — Voy. : *Postes.*

R

RADIODIFFUSION. — Voy. : *Information.*

RAPHAEL-LEYGUES.

Voy. : *Décorations.* — *Théâtre.*

RECLASSEMENT DES MAGISTRATS D'INDOCHINE. — Voy. : *Justice*, III, § 1.

RÉFORME DE LA STRUCTURE DE L'UNION FRANÇAISE. — Voy. : *Révision constitutionnelle.*

RÉFORMES DE STRUCTURE DE LA DÉFENSE NATIONALE. — Voy. : *Défense de l'Union française*, § 2.

RÉGIME DE L'ÉMISSION. — Voy. : *Finances*, II.

RÉGIME FONCIER.

1. Rapport de M. Antonini, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis, n° 251 (année 1954) transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, complétant le décret du 29 septembre 1928 portant réglementation du domaine public et des servitudes d'utilité publique en Afrique occidentale française, n° **70.**

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant le décret du 28 septembre 1926 portant réglementation du domaine à Madagascar, n° **163.**

3. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant les articles 40 et 131 du décret du 26 juillet 1932 portant réorganisation du régime de la propriété foncière en Afrique occidentale française, n° **172.**

REGISTRES DU COMMERCE.

1. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, rendant obligatoire dans les territoires de Madagascar et des Comores la publication au *Journal officiel* de Madagascar des déclarations devant être effectuées au registre du commerce, n° **27.** — Rapport de M. Pialoux, n° **116.**

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres,

sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, rendant obligatoire la publication au *Journal officiel* du territoire sous tutelle du Cameroun des déclarations devant être effectuées au registre du commerce, n° **128.** — Rapport de M. Pialoux, n° **164.**

RÈGLEMENT. — Voy. : *Assemblée de l'Union française*, VI.

RÉMUNÉRATION DES FONCTIONNAIRES. — Voy. : *Fonctionnaires*, § 1 ; 7.

RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LA FRANCE ET LES ÉTATS ASSOCIÉS. — Voy. : *Commerce*, § 1.

RETRAITE DU COMBATTANT. — Voy. : *Anciens combattants.*

RÉUNION. — Voy. : *Prestations familiales.*

REVERBORI.

Voy. : *Algérie.*

RÉVISION CONSTITUTIONNELLE. — Voy. aussi : *Elections.*

Proposition de résolution, présentée par M. Alfred Bour, tendant à demander à l'Assemblée nationale de mettre en œuvre la procédure de la révision de la Constitution en ce qui concerne notamment le titre VIII et à inviter l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union à présenter à cette Assemblée des suggestions susceptibles d'être transmises au parlement et au gouvernement touchant la réforme de la structure de l'Union française, elle même, n° **82.** — Rapport de M. Alfred Bour, n° **104.**

REYT.

Voy. : *Comité interprofessionnel des fruits et légumes.* — *Commémorations.* — *F. I. D. E. S.* — *Marine marchande.*

RIBÉRA.

Voy. : *Amnistie.*

RISQUES PROFESSIONNELS. — Voy. : *Accidents du travail.*

ROGUÉ.

Voy. : *Vérification des pouvoirs*, § 4.

S

SAGES-FEMMES. — Voy. : *Santé*, III.

SAHARA.

1. Rapport de M. Jean Marquet, au nom de la commission du plan, de l'équipement et des communications, sur la proposition n° 186 (année 1954) de MM. Pierre Cornet, Georges Riond, Gabriel Schleiter et Maurice Dardelle, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le gouvernement à encourager les recherches susceptibles de permettre l'utilisation de l'énergie solaire au Sahara et dans les territoires d'outre-mer, n° **154.**

2. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Pupat et plusieurs de ses collègues, députés, tendant à proclamer le Sahara « territoire national », n° **30.** — Rapport de M. Pialoux, n° **132.** — Avis de M. Dardelle, n° **198.** — Avis de M^me^ Emilienne Moreau, n° **201.**

SALARIÉS. — Voy. : *Prestations familiales*, § 1, 2.

SANTÉ PUBLIQUE.

I. — Alimentation.

Rapport de M^me^ Malroux, au nom de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer sur la proposition n° 388 (année 1954) de M^me^ Malroux, MM. Ba Amadou, Bégarra, Bégat, Belabed, Diallo, N'Diaye, Thomas, Ya

Doumbia et des membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le gouvernement à organiser en Algérie, dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, la distribution gratuite de lait et de sucre et, éventuellement, d'autres suppléments alimentaires dans les écoles, n° **211**.

II. — **Code de la santé publique.**

Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi (A. N. 10538, 2e lég.) de M. Maurice Lenormand, député, tendant à appliquer en Nouvelle-Calédonie et dépendances les dispositions du titre II du Code de la santé publique, n° **138**.

III. — **Professions du cadre de la santé publique.**

1. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification au décret du 22 décembre 1916 réglementant l'exercice de la profession de médecin et sage-femme malgaches, n° **49**.

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par le ministre de la France d'outre-mer, complétant l'article 2 du décret n° 52-964 du 28 juillet 1952 réglementant l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme dans les territoires d'outre-mer et dans les territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun, n° **206**.

3. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, modifiant l'article 2, paragraphe 8, du décret n° 52-964 du 28 juillet 1952 réglementant l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme dans les territoires d'outre-mer et dans les territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun, n° **209**.

IV. — **Protection de la santé publique.**

1. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à l'adoption de mesures concourant à la protection de la santé publique, n° **24**. — Rapport de M. Gervain, n° **54**.

2. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification du décret du 2 septembre 1914 relatif à la protection de la santé publique en Afrique équatoriale française, n° **142**.

3. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant modification aux dispositions du décret du 14 avril 1904 relatif à la protection de la santé publique en Afrique occidentale française, n° **143**.

V. — **Services de la santé publique.**

Rapport de M. Sicé, au nom de la commission des affaires sociales, sur la demande d'avis n° 375 (année 1954) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi (A. N. 9255, 2e lég.) de M. Conombo et plusieurs de ses collègues, députés, portant réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, n° **131**. — Rapport supplémentaire de M. Sicé, n° **179**. — Avis de M. Griaule, n° **208**.

SARRAUT (Albert).

Voy. : *Allocutions*, § 2.

SCHLEITER.

Voy. : *Défense de l'Union française*, § 8.

SCHMITT.

Voy. : *Exportation de produits laitiers.* — *Officiers Ingénieurs des eaux et forêts d'outre-mer.* — *Ports*, § 2.

SCHNEIDER.

Voy. : *Fezzan.*

SCRUTIN D'ARRONDISSEMENT. — Voy. : *Elections*, § 5.

SÉCURITÉ SOCIALE. — Voy. : *Fonctionnaires*, § 1.

SERVICES DU COMMERCE EXTÉRIEUR. — Voy. : *Commerce*, § 2.

SERVICES DE LA SANTÉ PUBLIQUE. — Voy. : *Santé*, V.

SICÉ.

Voy. : *Services de la santé publique.*

SOCIÉTÉS.

1. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, les dispositions des articles 10 et 11 modifiés de l'acte dit loi du 4 mars 1943 relatif aux sociétés par actions, nº **5.**

2. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi (A. N. 10515, 2e lég.) rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo, et au Cameroun certaines dispositions de la législation métropolitaine relative aux sociétés à responsabilité limitée, nº **126.**

SOCIÉTÉS D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES. — Voy. : *Agriculture*, I.

SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE. — Voy. : — *Commissions*, § 1.

SOCIÉTÉS D'ÉTAT. — Voy. : *Commissions*, § 1.

SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE. — Voy. : *Sociétés*, § 2.

STAGE DE COOPÉRATION ET DE MUTUALITÉ AGRICOLE. — Voy. : *Agriculture*, V.

STATUT DES AGENTS AUXILIAIRES EN A. E. F. — Voy. : *Fonctionnaires*, § 5.

STATUT CIVIL. — Voy. : *Etat civil*, § 3. — *Justice*, VI.

STATUT DE LA MAGISTRATURE D'OUTRE-MER. — Voy. : *Justice*, VII.

STATUT DES SERVICES ADMINISTRATIFS DE L'A. E. F. — Voy. : *Fonctionnaires*, § 3.

STATUT PERSONNEL. — Voy. : *Justice*, VI.

SUCRE. — Voy. aussi : *Alimentation.*

Proposition, présentée par MM. Duval, Bernier, Charlier, Dède, Fleury, Guillabert, Iba Zizen, Jacobson, Jacquier, Ramus, Repiquet, tendant à inviter le gouvernement à prendre toutes mesures propres à coordonner la production et la consommation du sucre dans l'Union française, nº **66.**

T

TARIFS AVION. — Voy. : *Postes*, § 1, 2.

TCHAD. — Voy. : *Missions d'information*, § 2.

TÉLÉVISION. — Voy. : *Information.*

TENUE DES LIVRES DE COMMERCE. — Voy. : *Livres de commerce.*

« TERRITOIRE NATIONAL ». — Voy. : *Sahara*, § 2.

TEXTILES. — Voy. : *Chômage.*

THÉATRE. — Proposition, présentée par MM. Raphaël-Leygues, Hazoumé, Charles-André Julien et Mme Malroux, tendant à demander au gouvernement d'assimiler à un centre dramatique de la métropole le « théâtre de l'Union française » et éventuellement d'autres organismes ayant le même objet de diffusion du répertoire classique français dans l'Union, n° **22.** — Rapport de Mme Malroux, n° **68.**

THEETTEN.

Voy. : *Commerce*, § 1. — *Mines.* — *Ports*, § 2.

THONN OUK.

Voy. : *Ports*, § 2.

TLEMCEN. — Voy. : *Chômage.*

TOGO. — Voy. : *Emission.* — *Fonctionnaires*, § 6. — *Livres de commerce.* — *Nationalité française.* — *Santé* I, III, § 2, 3. — *Sociétés*, § 1, 2. — *Statut de la magistrature*, § 8.

TOURISME. — Proposition, présentée par M. Le Brun Keris, tendant à demander au gouvernement d'assurer une meilleure connaissance de la Côte française des Somalis et d'y développer le tourisme lors des escales maritimes, n° **63.**

TRAITÉS. — Voy. aussi : *Conventions.*

1. Rapport de M. Gorse, au nom de la commission des relations extérieures, sur la proposition n° 385 (année 1954) de MM. Pierre Cornet et Maurice Dardelle, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le gouvernement à refuser tout accord avec l'Etat libyen qui ne consacrerait par la permanence des intérêts français (stratégiques et économiques) au Fezzan, n° **111.** — Avis de M. Schneider, n° **120.**

2. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de résolution (A. N. 9923, 2e lég.) de MM. Sid-Cara et Hakiki, députés, tendant à inviter le gouvernement à conclure des accords internationaux en vue de la création d'une communauté Europe-Afrique, n° **85.**

3. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le président de la République à ratifier la convention d'application des dispositions commerciales contenues dans la convention générale franco-vietnamienne du 30 décembre 1954, signée à Paris le 19 mars 1955, n° **153.**

TRAN THIEN VANG

Voy. : *Pêche.*

TRANSCRIPTION. — Rapport de M. Antonini, au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales, sur la demande d'avis n° 404 (année 1954) transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant abrogation du décret n° 52-512 du 6 mai 1952 modifiant, en ce qui concerne les établissements français de l'Océanie, les dispositions du décret du 30 décembre 1937 concernant le régime de la transcription, n° **71.**

TRANSPORTS. — Voy. aussi : *Marine marchande.* — *Ports.*

Rapport de M. Dède, au nom de la commission des affaires économiques sur la demande d'avis n° 330 (année 1954) transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer portant modification de l'article 13 du décret du 19 mai 1939 sur l'organisation des chemins de fer coloniaux, n° **13.**

TRAVAIL.

I. — Accidents du travail.

Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi (A. N. 10603, 2e lég.) de M. Maurice Lenormand, député, tendant à compléter les dispositions réglementaires concernant les accidents du travail et les risques professionnels en Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° **139.**

II. — Chômage.

Proposition, présentée par MM. Bégarra, Belabed, Chekkal Daho et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le gouvernement de la République à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour assurer la reprise de la M. T. O. (Manufacture de textiles oranaise) qui vient de fermer ses portes, réduisant au chômage 700 ouvriers s'ajoutant aux 2.200 chômeurs que compte déjà la ville de Tlemcen, n° **4.** — Rapport de M. Bégarra, n° **16.**

III. — Code du travail.

1. Rapport de M. Bégarra, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition n° 390 (année 1954) de M. Bégarra et des membres de la commission des affaires sociales, conseillers de l'Union française, tendant à inviter le gouvernement de la République à compléter l'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle en prenant dans les meilleurs délais les mesures nécessaires, n° **95.**

2. Rapport de M. Bégarra, au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution n° 391 (année 1954) de M. Bégarra et des membres de la commission des affaires sociales, conseillers de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à voter une loi modifiant les articles 125, 148, 167, 189, 193, 204 et 206 de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un Code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, n° **97.**

IV. — Prestations familiales.

1. 2e rapport de M. Bégarra, au nom de la commission des affaires sociales, sur : 1° la demande d'avis n° 61 (année 1954) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi (A. N. 6491, 2e lég.) de M. Kriegel-Valrimont et plusieurs de ses collègues, députés, tendant à créer un régime de prestations familiales pour les salariés non fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle ; 2° la demande d'avis n° 376 (année 1954) transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi (A. N. 9509, 2e lég.) de M. Senghor et plusieurs de ses collègues, députés, portant institution d'un régime de prestations familiales au bénéfice des travailleurs salariés dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, n° **10.** — Avis de M. Antonini, n° **21.** — 2e avis de M. Le Brun Kéris, n° **28.** — 2e avis de M. Bernier, n° **29.**

2. Proposition, présentée par MM. Bernier, Duval, Bégarra, Bidet, Roger Lévy, Margueritte et les membres du groupe socialiste S. F. I. O. et apparentés, tendant à inviter le gouvernement à faire assurer le service des prestations familiales aux marins des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion embarqués pour pratiquer la pêche maritime ou pratiquant la pêche artisanale (travailleurs indépendants), n° **39.** — Rapport de M. Bégarra, n° **192.**

3. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi (A. N. 10733, 2e lég.) de M. Gaumont, député, tendant à étendre aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales et tous les textes subséquents qui en ont précisé

les conditions d'application ou l'ont modifiée, n° 205.

V. — Travailleurs étrangers.

1. Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur les projets de décrets présentés par M. le ministre de la France d'outre-mer : 1° modifiant le décret du 25 mars 1939 portant réglementation de l'emploi des étrangers en Afrique équatoriale française; 2° modifiant le décret du 11 mars 1939 portant réglementation de l'emploi des étrangers en Afrique occidentale française, n° 7. — Rapport de M. Deroux, n° 55. — Rapport supplémentaire de M. Deroux, n° 117.

2. Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi (A. N. 9919, 2e lég.) tendant à modifier et à compléter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions d'entrée, de circulation, de séjour et d'exercice des activités professionnelles des étrangers en France métropolitaine, en Algérie et dans les départements d'outre-mer, n° 47.

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS. — Voy. : *Travail*, V.

TROISGROS.

Voy. : *Allocation de vieillesse. — Commerce*, § 2. — *Français d'Indochine.*

U

UNION FRANÇAISE. — Voy. : *Assemblée de l'Union française. — Défense de l'Union française. — Haut-Conseil. — Révision constitutionnelle. — Théâtre.*

UNION FRANÇAISE DE RADIODIFFUSION ET DE TÉLÉVISION. — Voy. : *Information.*

V

VÉRIFICATION DES POUVOIRS. — Voy. : *Assemblée de l'Union française*, V.

VIET-NAM. — Voy. : *Etats associés. — Eurasiens. — Français d'Indochine. — Indochine. — Traités*, § 3. — *Vérification des pouvoirs*, § 4.

VOTE PAR PROCURATION. — Voy. : *Élections*, § 1.

Imprimerie de l'Assemblée de l'Union Française